

## Documents sauvegardés

## LE TEMPS

© 2022 Le Temps SA. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 21 septembre 2024 à Université-de-Lausanne-BCU à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20220531-TE-tps\_20220531\_0008-art\_2

Nom de la source	Mardi 31 mai 2022
Le Temps	
Type de source	Le Temps
Presse • Journaux	• p. 8
Périodicité	• 765 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Genève, Suisse	



## Des militants veulent installer des sans-abri dans une haute école

THIBAUT NIEUWE WEME

7332

**VAUD Un mois après une tentative avortée à Beaulieu, le collectif 43m2 a installé un campement sauvage dans les jardins de la Haute Ecole de travail social et de la santé Lausanne lundi après-midi. Les militants espèrent y accueillir une trentaine de sans-abri dès mercredi**

**7**<sup>332</sup> Le collectif 43m2 commence à se faire connaître des autorités vaudoises. Un mois après sa première occupation à Beaulieu, évacuée après quelques heures par la police, le collectif récidive à la HETSL. Lundi matin, sans que la direction ou les étudiants aient été prévenus, une quinzaine de militants ont installé matelas, tentes et palettes au beau milieu du jardin de la haute école lausannoise.

Objectif: pouvoir y accueillir une trentaine de sans-abri à partir de mercredi. Car dès l'arrivée des beaux jours, les centres du Répit et de la Borde ne peuvent plus les accueillir. « C'est la politique du thermomètre. Chaque année ça recommence. Lausanne perd près de 150 places d'hébergement tout l'été. On ne peut pas laisser les sans-abri à leur sort sous prétexte qu'il fait beau dehors », s'indigne Louis, militant du collectif.

Lui et ses camarades dénoncent l'inac-

tion des autorités lausannoises. De la rencontre avec la conseillère municipale Emilie Moeschler, ils sont revenus « fatigués » d'entendre que la Ville devait « réévaluer les besoins » à coups de chiffres et de statistiques. Ironie de la situation, certaines de ces études proviennent de la HETSL. « Ça fait des années qu'on entend cette rengaine et que rien ne se passe, alors même que des bâtiments sont vides. Très concrètement, il y a des gens qui ne peuvent pas attendre. »

### « Vous êtes ici au mauvais endroit »

Contrairement à la dernière fois, les sans-abri n'ont pas encore été « invités » à rejoindre le campement. « Dans le cas où on se ferait évacuer, on ne veut pas leur faire de faux espoir », explique une militante. « Et d'un autre côté, on ne veut pas utiliser ces personnes pour rapidement remplir le centre et dissuader les autorités de nous évacuer, ce serait contraire à notre éthique », complète une de ses camarades. Pour le moment, pas de

trace de la police.

Sur la terrasse, les étudiants de l'école prennent le soleil en regardant les tentes s'ériger dans le jardin de leur école. La venue surprise du collectif est accueillie de manière plutôt favorable, même si certains auraient aimé être prévenus pour faire partie de l'organisation. « On peut discuter de la forme, mais sur le fond ils ont raison: il y a urgence », analyse Anouk, étudiante de 3<sup>e</sup> année. « Et si nous, futurs travailleurs sociaux, ne réalisons pas l'importance de cette réalité et ne collaborons pas, alors qui le fera? »

Du côté de la direction, la démarche du fait accompli ne passe pas. Forcé de souhaiter la bienvenue au collectif, le directeur Alessandro Pelizzari précise à l'assemblée que l'école n'est pas un lieu adapté à l'hébergement d'urgence: « Bien que je partage vos préoccupations sur le mal-logement, cette action risque de desservir votre cause. Vous êtes au mauvais endroit. La réponse à ce problème -

## Documents sauvegardés

qu'il faut évidemment pallier - doit être politique. » Pour autant, l'ancien secrétaire d'Unia n'a pas appelé la police. Et prévoit même d'ouvrir les toilettes de son école aux futurs pensionnaires du jardin. Mais, le terrain n'appartenant pas à l'école, qui dispose d'un droit de superficie accordé par la municipalité, les policiers peuvent intervenir à tout moment, selon lui.

« C'est bientôt les vacances d'été, on ne dérangera personne », argumente Louis. Sans compter les examens, qui doivent encore se tenir dans les jours à venir, une première victime collatérale est pourtant rapidement évoquée: le « mini-festival » de fin d'année des étudiants, prévu vendredi dans le jardin désormais occupé par les tentes. « Forcément, c'est un peu dommage, mais on garde le sens des priorités », glisse un étudiant. Membre du comité d'organisation, Joaquim ne veut pas encore entendre parler d'annulation: « Les militants ont l'air ouverts à la cohabitation. On va discuter pour trouver une solution. »

Si les activistes admettent « que cet hébergement d'urgence n'est pas une fin en soi », ils comptent rester dans le jardin « aussi longtemps que possible ». Pour cela, ils misent sur la sympathie des étudiants de l'école, qui en plus de l'enseignement théorique, ont désormais une belle occasion de passer à la pratique. « Nous ne faisons pas dans le symbolique, ce n'est pas un happening que vous voyez là, leur font-ils comprendre. Mais une action appelée à rester concrète le plus longtemps possible. »

« Si nous, futurs travailleurs sociaux, ne réalisons pas l'importance de cette réalité, alors qui le fera? »

ANOUK, ÉTUDIANTE DE 3E ANNÉE À LA HETSL